

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

28 septembre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N° I-CF201

présenté par

Mme Bonnivard, M. Brigand, Mme Gruet, Mme Valentin, M. Neuder, M. Jean-Pierre Vigier,  
Mme Corneloup, M. Descoeur, Mme Louwagie, Mme Anthoine, M. Dubois, M. Cordier,  
M. Kamardine, M. Cinieri, Mme Petex-Levet, Mme Tabarot, M. Dumont, M. Seitlinger, M. Bazin,  
M. Bourgeaux, M. Bony, M. Portier, Mme Dalloz et M. Forissier

**ARTICLE 15:**

I. – À la dixième ligne de la dernière colonne du tableau de l'alinéa 2, substituer au montant :

« 2 197 620 € »

le montant :

« 2 800 000 € ».

II. – Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« IV. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le mécanisme du plafond mordant vise la ponction par l'État des recettes des agences de l'eau au-delà du montant maximum de prélèvement des redevances. Ce plafond limite la capacité d'action des agences alors même que le onzième programme élargit leur champ d'action. De plus, le déficit en investissement dans les infrastructures de l'eau a été estimé à environ 2 millions d'euros par an lors des Assises de l'Eau.

Cet amendement vise donc à rehausser le plafond mordant afin que les agences de l'eau puissent disposer de moyens en adéquation avec les enjeux d'aujourd'hui et des années à venir. Au-delà des mesures à court terme, il est nécessaire que les agences de l'eau puissent œuvrer efficacement à la résilience du secteur de l'eau face aux crises actuelles et futures : entretien et renouvellement du patrimoine, adaptation au changement climatique (travaux d'interconnexion pour sécuriser

l'approvisionnement en eau potable, réutilisation des eaux non conventionnelles, etc.), pollutions émergentes.